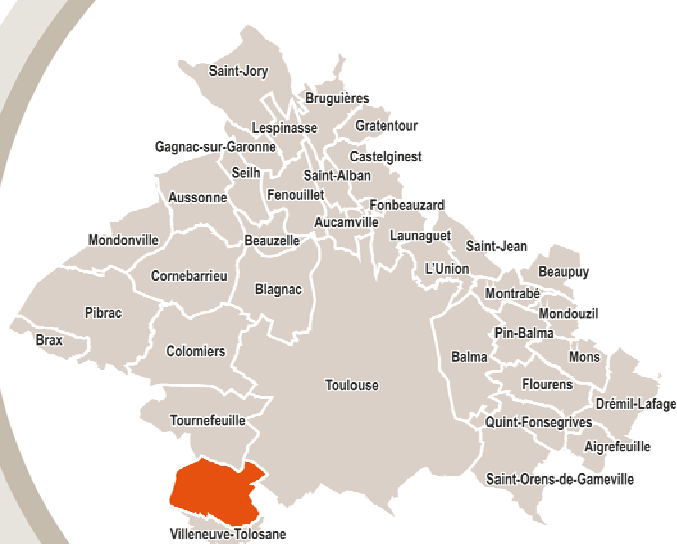


Plan Local d'Urbanisme



Cugnaux

Francazal :
Technocampus Hydrogène Occitanie
Mise en compatibilité

approuvée par délibération du 04/04/2024

0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



Délibération n°DEL-24-0105

Cugnaux - Francazal - Projet de réalisation d'un Technocampus Hydrogène Occitanie : adoption de la déclaration de projet valant approbation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux

L'an deux mille vingt-quatre le jeudi quatre avril à neuf heures vingt-huit, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Grande Halle - L'Union.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	116
Procurations :	17
Date de convocation :	29 mars 2024

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	M. Gérard ANDRE
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Pascal BOUREAU, M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Cornebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUGNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	Mme Brigitte BEC, M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC, Mme Céline MORETTO
Saint-Jory	M. Victor DENOUVION
Saint-Orens	M. Serge JOP

Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, M. Olivier ARSAC, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Claire NISON, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, Mme Agathe ROBY, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Roseline ARMENGAUD	Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Mme Sophie LAMANT	Marc FERNANDEZ
Mme Danielle PEREZ	Pascal BOUREAU
Mme Béatrice URSULE	Grégoire CARNEIRO
Mme Ana FAURE	Marie-Hélène ROURE
M. Albert SANCHEZ	Romain VAILLANT
Mme Patricia PARADIS	Michel ROUGE
M. Honoré NOUVEL	Pierre VERNIOL
Mme Camille POUPONNEAU	Corinne CURVALE
Mme Dominique FAURE	Serge JOP
Mme Fella ALLAL	Maroua BOUZAIDA
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Jean-Michel LATTES
Mme Christine ESCOULAN	Claire NISON
M. Djillali LAHIANI	Nicolas MISIAK
Mme Odile MAURIN	Maxime LE TEXIER
Mme Brigitte MICOULEAU	Christophe ALVES
M. Philippe PERRIN	Thierry SENTOUS

Délibération n° DEL-24-0105

Cugnaux - Francazal - Projet de réalisation d'un Technocampus Hydrogène Occitanie : adoption de la déclaration de projet valant approbation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux

Exposé

La Région Occitanie souhaite développer, sur le site de Francazal, à Cugnaux, le projet de Technocampus hydrogène. Le site est localisé aux abords de l'aérodrome de Francazal et de la route de Seysses, et porte sur une emprise de 2 hectares. Ce projet a pour but de développer un centre d'essais dédié aux nouvelles technologies de l'hydrogène, en lien avec les transports du futur permettant une mobilité plus durable. Il s'agit d'un projet phare car préfigurateur de ce que représentera le futur « Campus Francazal » porté par Toulouse Métropole et dédié aux mobilités innovantes et décarbonées.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, la Région Occitanie a porté une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux. L'Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie a conduit cette procédure, en vertu d'un mandat confié par la Région Occitanie.

I - RAPPEL DU PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan Hydrogène Vert qui prévoit de faire de l'Occitanie la première région à énergie positive à l'horizon 2050. Il constitue également une des mesures concrètes de la mise en œuvre du « Pacte vert – Green New Deal Occitanie » visant à accompagner la construction d'un nouveau modèle de développement plus sobre et plus vertueux. Le projet est inscrit pour partie au Contrat de Plan Etat-Région 2021/2027.

Le projet consiste en l'installation d'un centre d'essais de très grande envergure dédié aux technologies de l'hydrogène (piles à combustible, électrolyseurs d'eau, combustion de l'hydrogène...). La nouvelle plateforme accueillera des équipes de recherche fondamentale, des projets d'innovation en partenariat avec des entreprises et une plateforme pédagogique pour la formation initiale et continue. Le centre vise à devenir un maillon-clé du développement des futurs moteurs à propulsion hydrogène, notamment des « avions verts » de demain fonctionnant à l'hydrogène, mais aussi des automobiles, des autocars et du train.

Ce projet se développe autour de 3 ambitions :

- l'ambition d'inscrire le développement des industries vertes comme levier stratégique de rayonnement régional et national,
- la valorisation d'un site en friche s'inscrivant dans une démarche de réinvestissement urbain,
- le déploiement d'innovations technologiques de portée internationale au service d'industriels du secteur aéronautique présents dans l'agglomération toulousaine.

Le Technocampus aura ainsi vocation à être un outil au service de la transition énergétique et écologique, du rayonnement économique et scientifique de l'agglomération toulousaine à l'échelle nationale et européenne, et un outil créateur d'emplois.

II - MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE CUGNAUX, POUR PERMETTRE LA RÉALISATION DU « TECHNOCAMPUS HYDROGÈNE OCCITANIE »

Conformément à son occupation actuelle, le site du projet est classé en zone urbanisée à vocation économique au PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux. Ainsi, le site est intégré dans un sous-secteur « UEa », qui correspond à l'emprise de l'aérodrome de Franczal et où seule l'amélioration des activités existantes sur site est autorisée.

La procédure de mise en compatibilité du PLU porte sur la création d'un nouveau sous-secteur « UEb » qui correspond à l'emprise du Technocampus Hydrogène Occitanie et dont le règlement permet l'implantation d'activités nouvelles liées à la recherche, la technologie et l'industrie verte.

La mise en compatibilité du dossier de PLU porte sur les documents suivants :

1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le PADD prévoyait l'élaboration d'études permettant de définir le cadre d'aménagement global du secteur de Franczal. Il indiquait ainsi que « dans l'attente du résultat des ces études, le PLU ne pourra comporter aucune orientation d'urbanisme pour l'aménagement de ce territoire. L'intégration de ce projet dans le PLU se fera dès lors par une révision du document. »

La mise en compatibilité du PLU permet d'actualiser cette partie du PADD afin d'autoriser l'installation d'activités nouvelles cohérentes avec l'ambition du Campus Franczal en faveur des nouvelles mobilités terrestres et aériennes utilisant des énergies non carbonées. La réalisation du centre d'essai Technocampus Hydrogène Occitanie, en faveur de la recherche, de la technologie et du développement de l'industrie verte s'inscrit dans le cadre renouvelé de ce secteur.

2. Document graphique du règlement (DGR)

Un nouveau sous-secteur « UEb » correspondant à l'emprise du Technocampus est créé sur une superficie de 2 hectares.

3. Règlement écrit

Le nouveau sous-secteur « UEb » est créé au sein de la zone UE, afin de permettre la réalisation du projet et d'assurer son insertion urbaine et paysagère dans le cadre plus global du Campus Franczal. Les ajustements réglementaires concernent les occupations et utilisations du sol, les règles d'implantation, les règles relatives à l'emprise au sol, la hauteur, l'aspect extérieur des constructions, le stationnement, les obligations en matière d'espaces libres et de plantation.

III - LA RÉUNION D'EXAMEN CONJOINT

La notice relative à l'intérêt général du projet et à la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, a été notifiée aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 12 juin 2023.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 27 juin 2023 : y étaient représentés les services de Toulouse Métropole, le SMEAT et les mairies des communes de Cugnaux et Portet-sur-Garonne, la Direction Départementale des Territoires et la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne étaient excusées.

Les observations des personnes publiques associées ont été les suivantes :

- **Le SMEAT** a émis un avis favorable mais précise que l'argumentaire présentant la compatibilité du projet avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) gagnerait à être davantage nuancé en expliquant que les orientations du SCoT concernent un territoire élargi qui dépasse le périmètre restreint du projet de Technocampus.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

Le projet Technocampus Hydrogène Occitanie s'intègre bien dans les lignes directrices du SCoT, même s'il participe effectivement d'une dynamique de projet à une échelle élargie. Il est proposé de préciser la notice de présentation du projet en ce sens.

- **Toulouse Métropole** a émis un avis favorable avec plusieurs remarques portant sur 4 sujets : la notice de présentation du projet, le règlement écrit, le règlement graphique, la concertation.

Concernant la notice de présentation du projet, il est demandé de mieux justifier et expliciter la nécessité de modifier le PADD et d'adapter certaines dispositions réglementaires.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

La notice de présentation du projet sera complétée en ce sens.

Concernant le règlement écrit, il est demandé si la hauteur définie concerne la « hauteur de façade » ou la « hauteur hors tout », cette dernière comprenant la hauteur de façade à laquelle s'ajoutent les éléments de toiture et autres éléments techniques (antennes, cheminées...).

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

Il est précisé qu'il s'agit d'une hauteur de 16 m maximum « hors tout ».

Concernant le règlement écrit, il est précisé que les règles d'implantation des bâtiments en bordure de la voie royale relèvent de l'article 7 (implantation par rapport aux limites séparatives) et non de l'article 6 (implantation par rapport aux voies et emprises publiques), la voie royale appartenant actuellement au domaine privé de Toulouse Métropole.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

Il est proposé de ne pas apporter de modifications car la voie royale a vocation à intégrer le domaine public.

Concernant le règlement graphique, il est demandé de vérifier la cohérence du périmètre de la zone « UEb » avec les limites de propriétés.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

A la suite de la réunion d'examen conjoint, le périmètre de la zone « UEb » a été ajusté au regard du document d'arpentage réalisé.

Concernant la concertation, il est demandé de préciser la durée de concertation qui a effectivement été mise en œuvre.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

Le dossier de concertation mis à la disposition du public présente dans sa page de garde les dates initialement prévues, à savoir une durée d'un mois. Le bilan de la concertation intégrant le compte-rendu de la réunion publique précise que la concertation a été prolongée jusqu'au 10 avril 2023. Cette date figure bien dans la délibération tirant le bilan de la concertation.

- **La Commune de Cugnaux** a émis un avis favorable et a demandé des précisions sur l'aménagement des clôtures du projet qui doivent concilier à la fois mise en sécurité du site et qualité d'insertion urbaine et paysagère. Il est demandé si les clôtures de 2,50m seront constituées de murs-pleins.

L'ARAC a répondu de la manière suivante :

Les clôtures seront ajourées. Le règlement prévoit d'ailleurs une porosité visuelle sur l'axe de la Voie Royale.

- **La Commune de Portet** n'a formulé aucune observation sur la forme et le fond et partage les enjeux portés par la Région Occitanie.

IV - L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Par avis émis le 31 juillet 2023, la MRAe a émis deux recommandations visant à traduire plus clairement la préservation des enjeux écologiques identifiés, et à porter une réflexion sur les mesures susceptibles de favoriser l'usage des modes actifs.

La Région a réalisé un mémoire en réponse permettant de préciser la prise en compte de ces demandes.

Concernant les enjeux écologiques, le règlement écrit n'a pas été modifié, mais l'aménagement de gîtes pour le passage des chiroptères a été intégré à la conception du site. Concernant les modes doux, le règlement écrit a été modifié, dans son article 12, afin de mentionner l'obligation de réaliser des places de stationnements pour les vélos, sous forme quantitative, soit : la réalisation d'un seuil minimal d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos correspondant à 15% de l'effectif des personnes travaillant sur le site et la réalisation d'un seuil minimal d'emplacements de vélos libres d'accès correspondant à 5% de l'effectif visiteurs.

Le projet de création du centre d'essais Technocampus Hydrogène Occitanie a été dispensé de la réalisation d'une étude d'impact après examen au cas par cas le 11 avril 2023 par délégation du préfet de région.

V – L'ENQUÊTE PUBLIQUE S'EST DÉROULÉE DU 22 DÉCEMBRE 2023 AU 2 FÉVRIER 2024

L'enquête publique a été ordonnée par arrêté préfectoral du 1er décembre 2023.

L'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du document d'urbanisme, ont fait l'objet d'une enquête publique dirigée par M. Hubert CALMELS, commissaire-enquêteur, du 22 décembre 2023 à 9h00 au 2 février 2024 à 17h, soit une durée totale de 43 jours.

Conformément à l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a réalisé deux permanences dématérialisées ainsi que trois permanences présentiels en mairie de Cugnaux. Un registre numérique a été mis à disposition du public à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/technocampuscugnauxarac>.

Le public pouvait aussi transmettre ses observations par courrier postal ou par voie électronique à l'adresse suivante : technocampuscugnauxarac@mail.registre-numerique.fr
Un registre papier était disponible à la mairie de Cugnaux, siège de l'enquête, aux heures d'ouverture.

La publicité réglementaire (affichage en mairie, panneaux A2 sur site, publication dans 2 journaux) a été réalisée et complétée dans un second temps par une information publiée sur les sites internet de la Région Occitanie et de Toulouse Métropole.

Le dossier d'enquête publique était composé :

- d'un dossier administratif comprenant les pièces issues de la procédure (délibérations, avis MRAe, concertation, examen conjoint des Personnes Publiques Associées...),
- d'un dossier technique comprenant la notice de présentation du projet et de son intérêt général, le PADD modifié, le règlement écrit modifié, le règlement graphique modifié.

Le commissaire-enquêteur a dénombré deux contributions écrites sur le registre numérique de la concertation, portant sur l'intérêt général du projet. En parallèle, ont également été recensées deux contributions déposées sur le registre de concertation lié au permis de construire du projet.

Le commissaire-enquêteur a remis son procès verbal de synthèse tenant compte de ces observations le 05 février 2024. La réponse au procès-verbal de synthèse a été transmise par l'ARAC le 13 février 2024.

VI – LE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR, DANS SES CONCLUSIONS REÇUES LE 21/02/2024, A ÉMIS UN AVIS FAVORABLE AU DOSSIER SOUMIS A L'ENQUÊTE PUBLIQUE, AVEC 2 RECOMMANDATIONS

- **Recommandation n°1** : Vérifier à chaque stade de la procédure la cohérence et la compatibilité des dispositions retenues au titre du Technocampus avec celles relevant de la procédure de ZAC Francazal, dont il est partie intégrante.

Toulouse Métropole répond de la manière suivante :

Toulouse Métropole apporte une attention particulière au suivi des projets réalisés au sein du périmètre de la future ZAC en cours de réflexion, dont le Technocampus est partie intégrante, afin de garantir la cohérence dans le fonctionnement et l'aménagement du site, en particulier sur sa composante dessertes, mobilités et stationnements. La présente procédure de mise en compatibilité du PLU a notamment permis d'approfondir les questions d'insertion urbaine et paysagère du projet de Technocampus afin de s'assurer que ce dernier participe aux ambitions qualitatives données à l'aménagement de la future ZAC (porosités visuelles vers la voie royale, cohérence de l'implantation des bâtiments et des usages, aménagement des espaces verts...).

- **Recommandation n°2** : Mettre en place les dispositifs nécessaires pour assurer la maîtrise financière du projet sans en réduire les capacités d'y accueillir les organismes de recherche qui sont mentionnés au dossier d'enquête.

L'ARAC Occitanie répond de la manière suivante :

La maîtrise financière du projet constitue une priorité. L'étude de faisabilité technique et financière du Technocampus, réalisée au premier semestre 2021, a dû être réajustée pour prendre en compte l'augmentation des coûts de construction ainsi que les coûts des installations techniques. Pour autant, les organismes de recherche accueillis restent les mêmes qu'initialement envisagé (LAPLACE, LGC, CIRIMAT et IMFT).

En vertu de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme, le Conseil de la Métropole dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur pour approuver la mise en compatibilité du plan. C'est l'objet de la présente délibération, par laquelle il est proposé d'approuver la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux, telle que présentée en annexe.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du mardi 19 mars 2024,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-54 à L153-59, R 153-16, R153-20, R153-21, R153-22,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 remis en vigueur suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) adopté par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Vu le Pacte Métropolitain pour l'Habitat adopté par délibération du 14 octobre 2021,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, approuvé par délibérations du Conseil Communautaire en date du 31 mai 2012 et du 28 juin 2012, et dont la 3ème modification a été approuvée par le Conseil de la Métropole en date du 12 octobre 2023,

Vu la délibération actant la cession de terrain à la Région Occitanie en date du 16 novembre 2023,

Vu la délibération autorisant la Région Occitanie à déposer les autorisations d'urbanisme avant cession du 13 octobre 2022,

Vu l'avis de la MRAe en date du 31 juillet 2023 concernant le dossier de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cugnaux, pour la réalisation du projet de Technocampus Hydrogène Occitanie,

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 27 juin 2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1er décembre 2023 portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration de l'intérêt général du projet et à la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, pour la réalisation du projet de Technocampus Hydrogène,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 21 février 2024 émettant un avis favorable avec deux recommandations,

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU, modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête transmis par l'ARAC Occitanie le 13 février 2024,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du mardi 19 mars 2024,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, tel qu'annexé à la présente délibération

Article 2

De procéder, en application des articles R.153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la présente délibération au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, ainsi qu'en Mairie de Cugnaux (5 place de l'Eglise 31270 Cugnaux), pendant une durée minimale d'un mois, affichage qui fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le Département

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération et le dossier de PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, mis en compatibilité au siège du Toulouse Métropole situé 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction de l'Urbanisme, 4ème étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Ces documents, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, sont consultables au siège de la Région Occitanie, à Toulouse Métropole et en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, mis en compatibilité sera consultable sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser qu'en vertu de l'article L153-59 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Article 5

D'indiquer que la publication de la présente délibération et du PLU mis en compatibilité s'effectue sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Article 6

De préciser qu'en vertu de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée à la Région Occitanie par Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Article 7

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Résultat du vote :

Pour	132
Contre	0
Abstentions	1 (Mme MAGDO.)
Non participation au vote	0

Publié le : - 9 AVR. 2024

Reçu à la Préfecture le - 9 AVR. 2024

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC

COMMISSION EDUCATION, ORIENTATION ET JEUNESSE du 28/06/22

LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET ET DE DÉFINITION DES MODALITÉS DE LA CONCERTATION POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE D'ESSAIS TECHNOCAMPUS HYDROGÈNE SUR LE SITE DE FRANCAZAL A CUGNAUX ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Rapport de la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Education, Orientation et Jeunesse du 28/06/22,

Vu le rapport n° Dossier 5787 présenté par Madame la Présidente,

Vu la délibération du Conseil Régional N°2021/AP-JUILL/02 portant délégation du Conseil Régional à la Commission Permanente,

Par délibération n° CP/2022-FEVR/13.01 du 18/02/2022, la Région Occitanie a adopté dans le cadre du CPER 2021/2027 la construction d'un Centre d'Essais TECHNOCAMPUS HYDROGENE sur la zone technopolitaine de Francazal à Cugnaux qui constitue un pôle autour des technologies de l'hydrogène-énergie pour les mobilités propres.

Ce projet rentre dans le cadre du développement des technologies utilisant l'hydrogène décarboné qui est un enjeu majeur de la transition énergétique. Il permettra de renforcer les équipements dédiés à la recherche par la construction d'une infrastructure de plus de 10 000m² sous maîtrise d'ouvrage Régionale pour un coût estimé à 35 M€, et de conforter le positionnement de l'Occitanie sur la filière Hydrogène à l'échelle nationale et européenne.

Ce centre d'essais de très grande envergure dédié aux technologies de l'hydrogène (piles à combustible, électrolyseurs d'eau, combustion de l'hydrogène...) sera partagé par les acteurs académique et les acteurs industriels (AIRBUS, SAFRAN, LIEBHERR, VITESCO...) avec la possibilité de réaliser des essais des plus bas aux plus hauts niveaux de maturité technologique.

Les acteurs de la recherche toulousains disposent déjà d'une plateforme de recherche sur l'hydrogène, répartie sur trois sites distants. Ces équipements déménageront sur le Technocampus qui réunira, sur un même site, à la fois des équipes de recherche fondamentale, des projets d'innovation avec des entreprises et une plateforme pédagogique pour la formation initiale et continue.

Le centre vise à devenir un maillon clé du développement des futurs moteurs à propulsion hydrogène notamment des « avions verts » de demain fonctionnant à l'hydrogène mais aussi des automobiles, des autocars et du train.

Le futur centre d'essais accueillera des salles d'essais dits de « faible puissance » (<5kW) et « forte puissance » (5kW-1MW) dédiés aux laboratoires de recherche, à des start-ups et à des industriels sur environ 5 200 m². 600 m² seront aussi consacrés aux essais dits de « très forte

puissance ». Il accueillera également 1 300 m² d'espaces tertiaires destinés aux chercheurs, 670 m² de plateforme pédagogique et 1 100 m² de « locaux techniques - moyens généraux », soit au total environ 8 900 m².

La Région assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération immobilière ambitieuse.

Pour la réalisation de ce projet sur le site de Francazal, Toulouse Métropole a convenu de l'implantation de ce centre d'essais sur le site de l'ancienne base aérienne de Francazal à Cugnaux. Par délibération °de Toulouse Métropole DEL-21-1016 du 02/12/2021 concernant la Future ZAC "Francazal - Vilagil - Cugnaux" la métropole a approuvé les objectifs du projet proposé pour la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Francazal-Vilagil – Cugnaux et définit les modalités de concertation.

Ce projet d'intérêt général de centre d'essais mené par la Région sur le site de Francazal nécessite l'adaptation préalable des règles du PLU en vigueur afin de pouvoir être mis en œuvre.

Afin de mettre en œuvre ce projet, la Région utilisera la procédure de déclaration de projet sur le terrain où sera construit le campus hydrogène pour réaliser :

- Une mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation du projet
 - parution dans la presse locale d'un avis d'information annonçant la vocation et les objectifs du Centre d'essais Technocampus Hydrogène ainsi que les modalités de concertation ;
 - affichage de l'avis annonçant l'ouverture de la concertation à la Mairie de Cugnaux et au siège de la Région ;
 - mise à disposition du public d'exemplaires du dossier de concertation ainsi que de registres d'observations à la Mairie de Cugnaux ;
 - organisation d'une réunion publique de concertation ;
 - mise en ligne du dossier de concertation sur le site Internet de la Région et mise à disposition d'un registre numérique recueillant les observations et remarques du public ;
 - tout autre moyen supplémentaire que la Présidente jugera utile au bon déroulement de la concertation.
- Approuver les objectifs en matière d'aménagement de la parcelle dédiée au centre d'essais pour le développement des technologies de l'hydrogène-énergie pour les mobilités propres tel que énoncés ci-dessus
- Saisir Toulouse Métropole et la Mairie de Cugnaux sur la mise en compatibilité du PLU conformément aux dispositions des articles L 123-14 (PLU) du code de l'urbanisme.

En conséquence, Mesdames, Messieurs,



Commission Permanente du 13 juillet 2022

Rapport N°Dossier 5787

Je vous propose :

ARTICLE UN : d'engager la procédure de déclaration de projet prévue à l'article L 103-3 du code de l'urbanisme,

ARTICLE DEUX : d'approuver les objectifs en matière d'aménagement de la parcelle

ARTICLE TROIS : de fixer les modalités de concertation préalable au titre du code de l'urbanisme L103-3 pour la construction d'un Centre d'Essais TECHNOCAMPUS HYDROGENE sur la zone technopolitaine de Francazal à Cugnaux dans une logique de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Cugnaux en application des dispositions de l'article L 123-14 du code de l'urbanisme.

ARTICLE QUATRE : saisir Toulouse Métropole et la Mairie de Cugnaux sur la mise en compatibilité du PLU conformément aux dispositions des articles L 123-14 (PLU) du code de l'urbanisme

La Présidente,

Carole DELGA

COMMISSION EDUCATION, ORIENTATION ET JEUNESSE du 28/06/22

CONSTRUCTION DU CENTRE D'ESSAIS TECHNOCAMPUS HYDROGÈNE SUR LE SITE DE FRANCAZAL A CUGNAUX - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE CUGNAUX - DÉFINITION DES MODALITÉS DE LA CONCERTATION - DECLARATION D'INTENTION - PLAN H2 - PACTE VERT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL OCCITANIE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Education, Orientation et Jeunesse du 28/06/22,

Vu le rapport n° CP/2022-07/06.04 présenté par la présidente,

Vu la délibération du Conseil Régional N°2021/AP-JUILL/02 portant délégation du Conseil Régional à la Commission Permanente,

Vu la délibération n°2020/AP-NOV/03 du 19.11.2020 relative au plan de Transformation de Développement – Green New Deal Acte II,

Vu la délibération n°2019/AP-JUIN/05 de l'Assemblée Plénière du 27 juin 2019 approuvant le Plan Régional de Développement de l'Hydrogène Vert en Occitanie,

L'Occitanie est soumise aux impacts du changement du climatique dont nous ressentons déjà les effets. Les impacts combinés du changement climatique et l'accueil de 40 000 habitants chaque année augmentent la pression sur notre environnement quotidien.

Dans ce contexte d'urgence à agir, la Région Occitanie a engagé une double stratégie : atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à cette crise climatique pour en limiter les risques.

Des stratégies ont ainsi été déployées en matière d'énergie, de mobilités, d'agriculture et d'alimentation, d'aménagement du territoire, d'économie résiliente, de tourisme durable, de protection de la biodiversité et des ressources naturelles...

Le « Pacte vert – Green New Deal Occitanie » adopté par l'Assemblée Plénière du 19 novembre 2020 permet d'aller plus loin en mettant en cohérence et en synergie l'ensemble des politiques sectorielles pour lutter contre le réchauffement climatique, changer nos modes de production et de consommation pour une meilleure résilience de notre modèle de développement, améliorer le bien-être de nos populations et préserver l'avenir des jeunes générations. Il s'agit d'accompagner la construction d'un nouveau modèle de développement plus sobre et plus vertueux, porteur de justice sociale et territoriale.

Les mesures concrètes présentées dans ce rapport sont la traduction opérationnelle de la mise en œuvre de ce « Pacte vert – Green New Deal Occitanie ».

Alors que la transition énergétique est aujourd'hui indissociable de toutes les stratégies économiques et de la lutte contre le changement climatique, la Région Occitanie se mobilise pour soutenir les conditions de la massification de l'hydrogène renouvelable, pour une

industrialisation des technologies et des solutions pratiques au service du développement des territoires.

Dès 2017, la Région Occitanie s'est engagée dans un scénario de « Région à Energie Positive ». Le 27 juin 2019, cette démarche a conduit à la mise en place d'un Plan régional pour le développement de l'hydrogène vert, prévoyant des investissements à hauteur de 150 millions d'euros d'ici à 2030 pour soutenir le développement des technologies de l'hydrogène en lien avec la production d'hydrogène vert et la mobilité décarbonée, dont le développement de l'avion du futur. Cette stratégie va donc de pair avec la stratégie nationale de déploiement d'hydrogène décarboné pour poursuivre la transition énergétique et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Par délibération n° CP/2022-FEVR/13.01 du 18/02/2022, la Région Occitanie a procédé dans le cadre du CPER 2021/2027 à l'affectation des autorisations de programme pour l'opération technocampus hydrogène en maîtrise d'ouvrage Région pour la construction d'un Centre d'Essais TECHNOCAMPUS HYDROGENE sur la zone technopolitaine de Francazal à Cugnaux qui constitue un pôle autour des technologies de l'hydrogène-énergie pour les mobilités propres.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan Hydrogène Vert de 150M€ qui prévoit de faire de la Région Occitanie la première Région à énergie positive à l'horizon 2050 avec une première échéance entre 2019 et 2030. Ce plan ambitieux sera réalisé par étapes et couvrira l'ensemble de la chaîne de valeur : production, distribution et usages, et bénéficie d'un soutien de l'Etat de l'ADEME.

Le projet de création d'un technocampus hydrogène constitue également une des mesures concrètes de traduction opérationnelle de la mise en œuvre du « Pacte vert – Green New Deal Occitanie » visant à accompagner la construction d'un nouveau modèle de développement plus sobre et plus vertueux, porteur de justice sociale et territoriale.

Il permettra de renforcer les équipements dédiés à la recherche par la construction d'une infrastructure de plus de 10 000m² sous maîtrise d'ouvrage Régionale pour un coût estimé à 35 M€. En outre, cet ensemble immobilier sera la vitrine des connaissances et du savoir-faire de la France à l'échelle internationale dans le domaine de l'hydrogène et un instrument performant permettant de réaliser des essais jusqu'à 1 MW.

Ce centre d'essais de très grande envergure dédié aux technologies de l'hydrogène (piles à combustible, électrolyseurs d'eau, combustion de l'hydrogène...) sera partagé par les acteurs académiques et les acteurs industriels (AIRBUS, SAFRAN, LIEBHERR, VITESCO...) leur offrant la possibilité de réaliser des essais des plus bas aux plus hauts niveaux de maturité technologique.

Les acteurs de la recherche toulousains disposent déjà d'une plateforme de recherche sur l'hydrogène, qui ne permet cependant pas de répondre aux besoins croissants de tests pour la recherche :

- Plateforme répartie sur trois sites induisant une perte d'efficacité et nécessitant un regroupement géographique,
- Des surfaces ne permettant plus d'accueillir le nombre croissant de pilotes et générant une logistique chronophage,
- Nécessaire adaptation des locaux aux réglementations applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La nouvelle plateforme accueillera donc, sur un même site, à la fois des équipes de recherche fondamentale, des projets d'innovation en partenariat avec des entreprises et une plateforme pédagogique pour la formation initiale et continue.

Le centre vise à devenir un maillon clé du développement des futurs moteurs à propulsion

hydrogène notamment des « avions verts » de demain fonctionnant à l'hydrogène mais aussi des automobiles, des autocars et du train.

Le futur centre d'essais accueillera des salles d'essais dits de « faible puissance » (<5kW) et « forte puissance » (5kW-1MW) dédiées aux laboratoires de recherche, à des start-ups et à des industriels sur environ 5 200 m². 600 m² seront aussi consacrés aux essais dits de « très forte puissance ». Il accueillera également 1 300 m² d'espaces tertiaires destinés aux chercheurs, 670 m² de plateforme pédagogique et 1 100 m² de « locaux techniques - moyens généraux », soit au total environ 8 900 m².

La Région assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération immobilière ambitieuse pour partie inscrite au Contrat de Plan Etat-Région 2021/2027 (CPER).

La réalisation de ce projet est envisagée sur le Site de Francazal situé sur le territoire de la Commune de Cugnaux.

A la suite de l'annulation du PLUiH de la Métropole toulousaine, ce projet d'intérêt général de centre d'essais mené par la Région nécessite pour sa réalisation l'adaptation préalable des règles du PLU en vigueur, à savoir le PLU de la Commune de Cugnaux.

Afin de mettre en œuvre ce projet, et conformément à l'article L 300-6 du Code de l'Urbanisme, la Région engagera une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Cugnaux sur le terrain où sera construit le technocampus hydrogène.

A cette fin, il convient donc de délibérer en application de l'article 103-3 du code de l'urbanisme sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation des travaux.

Les modalités de la concertation doivent permettre au public d'accéder aux informations relatives et projet et aux avis requis par les dispositions législatives et réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Une concertation préalable d'une durée d'un mois minimum sera organisée selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public du dossier de concertation à la Mairie de Cugnaux et sur le site internet de la Région ;
- Mise à disposition d'un registre papier en Mairie de Cugnaux et d'un registre dématérialisé sur le site Internet de la Région permettant au public de formuler ses observations et proposition ;
- Organisation d'une réunion publique de concertation.

La présente délibération fera l'objet d'un avis dans la presse locale et sur le site internet de la Région, lequel avis sera également affiché sur le territoire des communes de Cugnaux, Portet-sur-Garonne et aux sièges de Toulouse Métropole et de la Région.

Toulouse Métropole et la commune de Cugnaux seront informées de la décision d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU conformément aux dispositions de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme.

En outre, au regard de la puissance des essais envisagés et des besoins en hydrogène induits, le projet est également soumis à autorisation environnementale. Dès lors, conformément à

l'article L. 121-18 du Code de l'Environnement, il doit faire l'objet par la Région d'une déclaration d'intention préalablement au dépôt de la demande d'autorisation environnementale afin de permettre au public d'exercer son droit d'initiative.

Après en avoir délibéré,

Décide :

ARTICLE UN : d'approuver les objectifs de construction d'un centre d'essais de très grande envergure dédié aux technologies de l'hydrogène (piles à combustible, électrolyseurs d'eau, combustion de l'hydrogène...) afin d'accueillir sur un même site, à la fois des équipes de recherche fondamentale, des projets d'innovation en partenariat avec des entreprises et une plateforme pédagogique pour la formation initiale et continue,

ARTICLE DEUX : d'engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cugnaux afin de permettre la réalisation de l'opération,

ARTICLE TROIS : d'organiser une concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU de la commune de Cugnaux selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public du dossier de concertation à la Mairie de Cugnaux et sur le site internet de la Région,
- Mise à disposition d'un registre papier en Mairie de Cugnaux et d'un registre dématérialisé sur le site Internet de la Région permettant au public de formuler ses observations et proposition
- Organisation d'une réunion publique de concertation,

ARTICLE QUATRE : d'informer Toulouse Métropole et la Commune de Cugnaux de la décision d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU conformément aux dispositions de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme,

ARTICLE CINQ : de déclarer l'intention de réaliser le projet de construction d'un centre d'essai de très grande envergure dédié aux technologies de l'hydrogène, laquelle déclaration d'intention sera publiée conformément aux dispositions de l'article L.121-18 du code de l'environnement afin de permettre au public d'exercer son droit d'initiative,

ARTICLE SIX : d'autoriser la Présidente à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Acte Rendu Exécutoire :

31-200053791-20220713-5922-DE-1-1

- Date de transmission à la préfecture : 13/07/22

- Date d'affichage légal : 13/07/22

La Présidente



Carole DELGA



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

**Inspection générale de l'environnement
et du développement durable**

Avis sur la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour la création d'un centre d'essais Technocampus Hydrogène à CUGNAUX (31)

N°Saisine : 2023-011960

N°MRAe : 2023AO63

Avis émis le 31 juillet 2023

PRÉAMBULE

Pour tous les plans et documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnelle et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document d'urbanisme, mais sur la qualité de la démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre par le maître d'ouvrage, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Par courrier reçu le 13 juin 2023, l'autorité environnementale a été saisie par Région Occitanie pour avis sur le projet de mise en compatibilité du PLU de Cugnaux (Haute-Garonne).

L'avis est rendu dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région (DREAL) Occitanie

En application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement et du 2° de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale compétente, le présent avis est adopté par la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie (MRAe).

Cet avis a été adopté par délégation conformément aux règles de délégation interne à la MRAe (décision du 07 janvier 2022) par Annie Viu.

En application de l'article 8 du règlement intérieur de la MRAe du 29 septembre 2022, chacun des membres cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

L'avis a été préparé par les agents de la DREAL Occitanie apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous l'autorité fonctionnelle de sa présidente.

Conformément à l'article R. 104-24 du code de l'urbanisme, l'agence régionale de santé Occitanie (ARS) a été consultée en date du 18 juillet 2023.

Le préfet de département a également été consulté en date du 18 juillet 2023.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, l'avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

Il est également publié sur le site internet de la MRAe¹.

¹ www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/occitanie-r21.html

1 Présentation du projet

1.1 Cadre réglementaire

La mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme (PLU) de Cugnaux est soumise à évaluation environnementale en application des articles L. 104-1 à 3 du Code de l'urbanisme. Il est rappelé qu'en application de l'article 9 de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 « plans et programmes », la collectivité compétente pour approuver le document doit, lors de son adoption, mettre à la disposition de l'autorité environnementale et du public les informations suivantes :

- le plan approuvé ;
- une déclaration résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis exprimés et les résultats des consultations effectuées ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan, compte tenu des autres solutions raisonnables qui avaient été envisagées ;
- les mesures arrêtées concernant le suivi de la mise en œuvre du plan.

Le présent avis porte sur l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du document d'urbanisme pour permettre la création d'un centre d'essais Technocampus Hydrogène à Cugnaux.

Le projet de création du centre d'essais Technocampus Hydrogène à Cugnaux a été dispensé de réalisation d'une étude d'impact après examen au cas par cas le 11 avril 2023² par délégation du préfet de région.

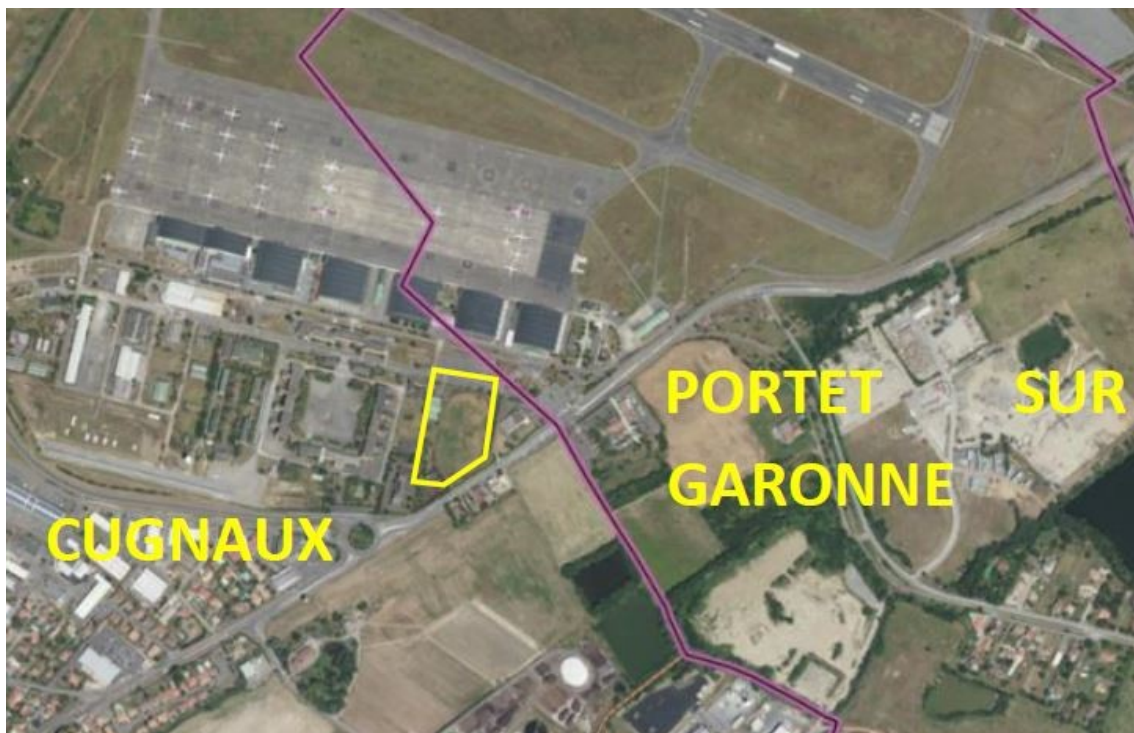
Le projet est soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au regard de la quantité d'hydrogène présente sur le site (rubrique n°4715). Il est également soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau pour le rejet des eaux pluviales (rubrique 2.1.5.0).

1.2 Présentation du projet

Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de développement de solutions de production et d'utilisation d'hydrogène plus respectueuses de l'environnement, et dans le plan hydrogène vert de la région Occitanie, prévoyant des investissements à hauteur de 150 millions d'euros d'ici à 2030 pour soutenir le développement des technologies de l'hydrogène en lien avec la production d'hydrogène vert et la mobilité décarbonée.

Le terrain présente une emprise 20 400 m². Le projet prévoit environ 8 570 m² de surface de plancher dédiés à l'industrie verte et à des activités de recherche, et environ 5 300 m² d'aires extérieures. Il prévoit la construction d'un ensemble de 4 bâtiments de types industriels et tertiaires, ainsi qu'un ensemble de voiries les desservant. Le réseau permettra de transporter l'hydrogène dans les différentes zones d'utilisation. Le projet prévoit de démolir un gymnase et des terrains de sport.

2 http://autorite-environnementale-entrepot.developpement-durable.gouv.fr/internet_2076/2023-011576-67635_11576-_2023_Technocampus_-_Decision_dispense.pdf



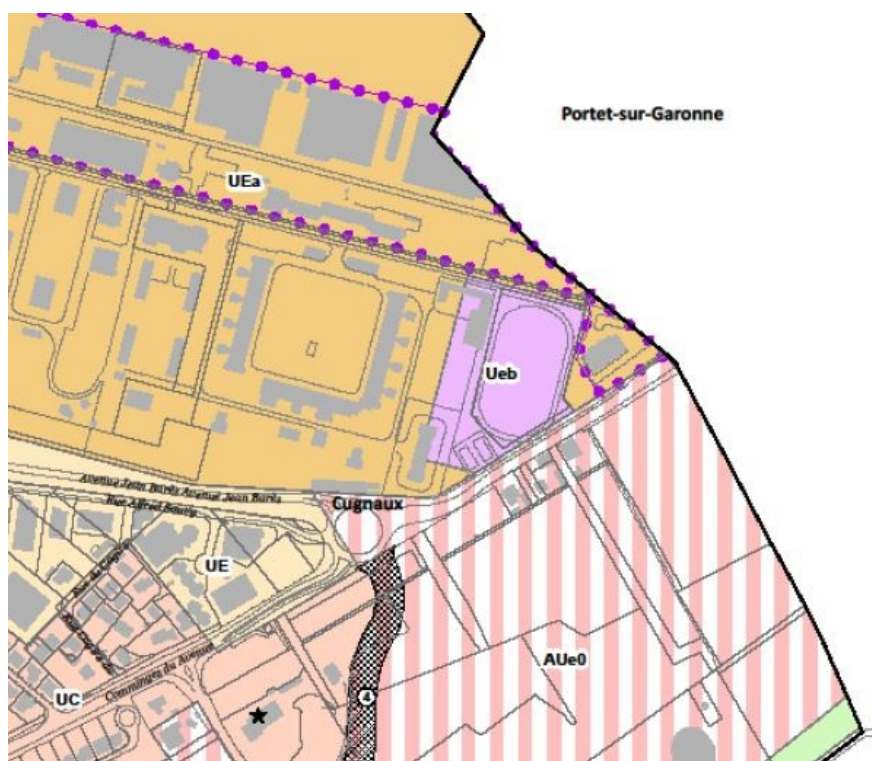
Localisation du projet de Technocampus Hydrogène à Cugnaux.

1.3 Mise en compatibilité du PLU de Cugnaux

Le projet de technocampus sera implanté sur l'ancienne zone militaire de l'armée de l'air de la zone de Franczal, qui s'étend sur les communes de Cugnaux, Portet-sur-Garonne et Toulouse. Il concerne uniquement le territoire de la Commune de Cugnaux, en partie sud de l'ancienne zone militaire. Ce secteur est situé en zone UEa du PLU approuvé, secteur destiné à l'accueil d'activités économiques.

La mise en compatibilité du PLU avec le Projet Technocampus Hydrogène Occitanie nécessite :

- une modification du PADD concernant la base aérienne Franczal, site du projet Technocampus hydrogène Occitanie ;
- une modification du découpage en zones avec la création d'un secteur UEb et le libellé de sa vocation. La nomenclature du PLU ne correspondant pas au type d'activités qui doit s'y développer, une nouvelle zone Ueb est créée ;
- une modification des dispositions réglementaires contenues dans le règlement écrit (implantation des constructions, hauteur maximale, clôture, végétalisation, stationnement en matériaux drainant...).



Modification du règlement graphique : création d'un secteur Ueb au sein du secteur UEa existant

2 Avis de la MRAe sur le projet de mise en compatibilité du PLU de Cugnaux

Le projet s'inscrit sur un terrain artificialisé dans un environnement urbain qui présente des enjeux écologiques limités. Le site est localisé en dehors de tout périmètre de protection ou d'inventaire. La base Francazal n'est concernée par aucun réservoir ni aucun corridor des trames verte ou bleue à l'échelle régionale. Les sondages pédologiques n'ont pas permis de mettre en évidence la présence de sols caractéristiques de zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008 selon une méthode basée sur le critère pédologique. Aucun monument historique ou de bien classé sur la commune de Cugnaux est présent dans un rayon de 500 m autour du site.

Le site a fait l'objet de travaux de dépollution réalisés en 2022. Les mesures des paramètres physico-chimiques relevées en juin 2016 montrent des valeurs habituellement rencontrées en nappe alluviale de la Garonne dans la région de Toulouse.

La Crassule mousse, espèce protégée en Midi-Pyrénées, a été identifiée au nord. Un enjeu de conservation faible lui est attribué dans les zones artificialisées. Les alignements d'arbres présents dans la zone urbanisée contiennent de vieux arbres présentant des caractéristiques favorables aux chiroptères. Le site présente un enjeu modéré pour l'avifaune.

S'agissant des espaces boisés, arbres isolés ou alignement d'arbres existants, la MRAe relève la possibilité offerte par le règlement écrit de remplacer en nombre les arbres abattus. S'agissant d'une déclaration de projet, il est attendu une analyse plus fine pour garantir la préservation des arbres qui présentent le plus d'enjeu.

L'évaluation environnementale précise la nécessité de maintenir et de pérenniser la présence de la mousse Crassule dans le nouvel aménagement, toutefois, cet objectif ne trouve pas de traduction réglementaire dans le règlement écrit et graphique.

La MRAe recommande de traduire clairement dans le règlement écrit la préservation des enjeux écologiques identifiés dans l'état initial (vieux arbres favorables aux chiroptères et station de mousse Crassule).

Il est indiqué que le nombre de cyclistes sur le secteur est assez important et qu'une augmentation trop importante des flux de véhicules personnels sur la zone d'activités pourrait, à terme, dégrader la situation sur le secteur (p.96, note de présentation). Pour répondre aux enjeux de desserte de la nouvelle zone d'activité, il conviendrait donc d'encourager un report modal de la voiture vers les transports en commun et les modes actifs (vélo) plus important qu'actuellement.

La MRAe recommande de porter une réflexion sur les mesures susceptibles de favoriser l'usage des modes actifs et de les traduire dans le règlement écrit ou graphique.



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral du 01 DEC. 2023
portant ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général du projet
de technocampus hydrogène Occitanie, en vue de la mise en compatibilité du plan local
d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux.

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. et R. 123-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.300-6, L.153-49 à 59 et R.153-16 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Pierre-André DURAND, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu le plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux ;

Vu la convention particulière relative à l'opération de création du technocampus hydrogène vert dans l'aire urbaine de Toulouse par laquelle le conseil régional d'Occitanie a confié, par mandat n°2104TH3152, la réalisation de l'objet précité à la société publique locale (SPL) agence régionale aménagement construction (ARAC) Occitanie ;

Vu la délibération n°CP/2023-07/13.05 de la commission permanente du conseil régional d'Occitanie du 7 juillet 2023, arrêtant le bilan de la concertation publique menée du 22 février au 10 avril 2023, portant sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme susnommé et décidant d'initier, en application de l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme, la procédure de déclaration d'intérêt général du projet de technocampus hydrogène Occitanie, sur le territoire de la commune de Cugnaux, en vue de la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, tenue le 27 juin 2023 conformément aux articles L.132-7et , L.132-9 et L.153-52 du Code de l'urbanisme et le mémoire en réponse établi par le conseil régional d'Occitanie, joints au dossier d'enquête ;

Vu l'avis rendu par l'autorité environnementale, en date du 31 juillet 2023, sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif de Toulouse n° 23000144/31 du 3 novembre 2023, désignant le commissaire enquêteur et le commissaire enquêteur suppléant, chargés de conduire l'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général du projet de technocampus hydrogène Occitanie, en vue de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux ;

Vu le dossier d'enquête ;

Considérant que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux doit faire l'objet d'une enquête publique, en application des dispositions des articles, L.153-55 et L.300-6 du code de l'urbanisme ainsi que L. et R.123-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que les modalités de l'enquête ont été arrêtées en concertation avec le commissaire enquêteur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art.1er. : Description et objet de l'enquête

Depuis 2018, la France s'est dotée d'un plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique. Dans le prolongement de ce plan, le gouvernement a lancé, en septembre 2020, une stratégie nationale pour soutenir le développement de solutions de production et d'utilisation d'hydrogène. Dans ce contexte, la région Occitanie a mis en place le plan hydrogène, prévoyant des investissements jusqu'en 2030, pour soutenir le développement des technologies de l'hydrogène en lien avec la production d'hydrogène vert et les mobilités décarbonées.

Le projet de technocampus hydrogène Occitanie a été initié, dans l'objectif de devenir un centre d'essais des nouvelles technologies. Ce projet, dont la région Occitanie est maître d'ouvrage, sera implanté sur l'ancienne zone militaire de l'armée de l'air de Franczal, en partie sud, et est situé sur le territoire de la commune de Cugnaux-

L'emplacement, envisagé pour cette construction est une parcelle d'une emprise de 20 400 m². Le projet représentera une surface de plancher de 8 570 m², comprenant une plateforme pédagogique, des emplacements réservés aux activités du secteur tertiaire, des espaces à vocation universitaire et industrielle, des locaux techniques et des moyens généraux.

Il est prévu la démolition des deux bâtiments existants sur l'emprise des futures constructions, avant la construction, dans un premier temps, des bâtiments d'essais et de l'aire de stockage de l'hydrogène, puis du reste du programme.

La réalisation de ce projet n'étant pas compatible avec le plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux, le maître d'ouvrage souhaite procéder à sa mise en compatibilité

par une déclaration de projet, la déclaration d'utilité publique n'étant pas requise, en application des articles L.153-54 à 59 et L. 300-6 du Code de l'urbanisme.

La présente enquête publique a pour objet :

- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux ;
- l'intérêt général, par déclaration de projet, de la création du technocampus hydrogène Occitanie, sur le territoire de la commune.

Art. 2. : Autorité responsable du projet

Ce projet est conduit par la société publique locale (SPL) agence régionale aménagement construction (ARAC) Occitanie, qui s'en est vu confier la réalisation par convention de mandat conclue avec la région Occitanie.

Les informations relatives au projet soumis à enquête peuvent être demandées auprès de l'ARAC Occitanie – 55, avenue Louis Bréguet – CS 24020 – 31028 Toulouse Cedex 4 (téléphone : 05.62.72.71.00, courriel : contact@arac-occitanie.fr).

Art. 3. : Autorité organisatrice de l'enquête publique

Le préfet de la Haute-Garonne est chargé de l'organisation de la présente enquête publique.

Art. 4. : Avis de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage, qui sont requis par application des dispositions des articles L.122-1-V et R.122-7 du Code de l'environnement et L.104-6 du Code de l'urbanisme, sont insérés au dossier d'enquête et publiés sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne à l'adresse suivante pendant la durée de l'enquête : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/enquetesencours>, en consultant l'article « **Mise en compatibilité du PLU applicable à la commune de Cugnaux** ».

Art. 5. : Durée de l'enquête

L'enquête se déroulera du 22 décembre 2023 à 9 h au 2 février 2024 à 17 h.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra, après information du préfet, prolonger celle-ci pour une durée maximale de 15 jours et dans les conditions fixées par l'article L.123-19 du Code de l'environnement.

Art. 6. : Lieu et siège de l'enquête

L'enquête est ouverte sur le territoire de la commune de Cugnaux.

La mairie de Cugnaux, sise 5 place de l'église, 31270 Cugnaux, est désignée comme siège de l'enquête.

Sont désignés lieux d'enquête :

- la mairie de Portet-sur-Garonne, sise 1 rue de l'hôtel de ville – BP 90 073, 31121 Portet-sur-Garonne Cedex ;
- la mairie de Villeneuve-Tolosane, sise 4, rue de l'hôtel de ville, 31270 Villeneuve-Tolosane ;
- la mairie de quartier Saint-Simon, sise 1 place de l'église Saint-Simon, 31100 Toulouse.

Art. 7. : Identité du commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulouse

Monsieur Hubert Calmels a été désigné, par décision du tribunal administratif de Toulouse du 3 novembre 2023, pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur.

Monsieur Didier Cancé a été désigné, par cette même décision, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Art. 8 : Ouverture des registres d'enquête

Préalablement à l'ouverture de l'enquête, le registre d'enquête sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Art. 9. : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête, qui comporte notamment le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de la proposition de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et le mémoire en réponse établi par le conseil régional d'Occitanie, restera déposé sur support papier et mis à la disposition du public

- **Dans les administrations suivantes :** aux mairies de Cugnaux, Portet-sur-Garonne, Villeneuve-Tolosane et à la mairie de quartier Saint-Simon, dont les adresses sont indiquées à l'article 6 ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Une version électronique du dossier sera, par ailleurs, mise gratuitement à la disposition du public depuis un poste informatique en libre accès à la mairie de Cugnaux.

- **Sur les sites internet :**

- <https://www.haute-garonne.gouv.fr/enquetesencours>, et en consultant l'article « **Mise en compatibilité du PLU applicable à la commune de Cugnaux** »

- <https://www.registre-numerique.fr/technocampuscugnauxarac>.

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès publication de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant la durée de celle-ci, auprès de la SPL ARAC Occitanie, dont l'adresse est indiquée à l'article 2 ci-dessus.

Art. 10. : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Seules les observations et propositions parvenues pendant la durée de l'enquête seront prises en compte.

Le public pourra :

- **Consigner ses observations et propositions sur le registre papier déposé à la mairie de Cugnaux**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête sur support papier ouvert à cet effet au lieu précisé à l'article 9 ci-dessus.

- **Consigner ses observations et propositions sur le registre dématérialisé mis à disposition à l'adresse suivante :** <https://www.registre-numerique.fr/technocampuscugnauxarac>.

- **S'adresser par courrier postal ou électronique au commissaire enquêteur**

– Au siège de l'enquête publique, à l'adresse suivante : Mairie de Cugnaux – 5, place de l'église – 31270 Cugnaux, en inscrivant sur l'enveloppe la mention suivante « Enquête publique sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Cugnaux / À l'attention de Monsieur Hubert Calmels, commissaire enquêteur ». Ne seront pris en compte que les courriers reçus au siège de l'enquête pendant la durée de l'enquête, le cachet de réception à la mairie de Cugnaux faisant foi.

– Par voie électronique à l'adresse de messagerie électronique suivante : technocampuscugnauxarac@mail.registre-numerique.fr.

Les observations et propositions du public formulées sur les registres papier, par courrier électronique et par voie postale seront annexées, au fur et à mesure et consultables sur le registre dématérialisé, dont l'adresse est précisée ci-dessus.

• **Rencontrer le commissaire enquêteur**

Le public peut rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences, qui auront lieu aux jours et heures suivants, au lieu dont l'adresse est précisée à l'article 6 :

Lieu de permanence	Permanence 1	Permanence 2	Permanence 3
Mairie de Cugnaux	Le 28 décembre 2023, de 9 h à 12 h	Le 20 janvier 2024 de 9 h à 12 h	le 2 février 2024 de 14 h à 17 h

Le commissaire enquêteur assurera, en outre, des permanences par visioconférence :

- Le lundi 8 janvier 2024, de 17 h à 20 h,
- Le samedi 27 janvier 2024 de 9 h à 12 h.
-

Pour participer à une visioconférence, le public devra prendre rendez-vous, par voie dématérialisée, au moins 48 heures à l'avance, selon les modalités détaillées dans la page d'accueil du registre numérique accessible à l'adresse : <https://www.registre-numerique.fr/technocampuscugnauxarac>
Une tranche horaire d'un quart d'heure (15 minutes) sera réservée à chaque entretien (durée maximale).

Art. 11. : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de cette consultation sera publié, à la diligence du préfet, aux frais du conseil régional d'Occitanie, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, dans les lieux habituels prévus à cet effet des administrations désignées à l'article 9 ci-dessus.

Cette formalité sera accomplie par les autorités administratives concernées et justifiée par un certificat produit à l'issue de l'enquête.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé, par les soins de la SPL ARAC Occitanie, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du présent projet. Ces affiches doivent être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 et être visibles et lisibles depuis les voies publiques.

Enfin, l'avis d'ouverture d'enquête sera publié sur le site internet suivant : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/enquetesencours>, en consultant l'article « **Mise en compatibilité du PLU applicable à la commune de Cugnaux** ».

Art. 12. : Clôture de l'enquête

À l'expiration de l'enquête prévue à l'article 5, le registre d'enquête sera transmis sans délai au commissaire enquêteur pour être clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, l'autorité responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le conseil régional d'Occitanie disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Art. 13. : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Ce rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Dans un document séparé, le commissaire enquêteur consignera ses conclusions motivées sur chacun des objets de l'enquête, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables.

Dans le délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, sauf éventuelle prorogation, le commissaire enquêteur transmettra au préfet de la Haute-Garonne l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées ainsi que son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions à la présidente du tribunal administratif.

Art. 14. : Durée et lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne et à la mairie de Cugnaux où le public pourra en prendre connaissance.

Enfin, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés sur le site internet : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/enquetesachevees>, en consultant l'article « **Mise en compatibilité du PLU applicable à la commune de Cugnaux** ».

Art. 15. : Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête

À l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne adressera le dossier, les registres d'enquête, le rapport, le procès-verbal et les conclusions motivées du commissaire enquêteur au conseil régional d'Occitanie.

Le conseil régional d'Occitanie transmettra le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole applicable à la commune de Cugnaux, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des

résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint. Le conseil métropolitain disposera d'un délai de deux mois pour approuver la mise en compatibilité précitée.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de refus explicite de mise en compatibilité, il reviendra au préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, de se prononcer sur l'approbation de la mise en compatibilité du document d'urbanisme précité et de notifier sa décision au président de Toulouse Métropole, à la présidente du conseil régional d'Occitanie dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Enfin, le conseil régional d'Occitanie se prononcera, par déclaration de projet régie par l'article L 300-6 du Code de l'urbanisme, sur l'intérêt général de l'opération.

Art. 16. : Exécution du présent arrêté

- Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,
- la présidente du conseil régional d'Occitanie,
- la présidente de la SPLARAC Occitanie,
- le président de Toulouse Métropole,
- le maire de Cugnaux,
- le maire de Portet-sur-Garonne,
- le maire de Toulouse,
- le maire de Villeneuve-Tolosane,
- le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **01 DEC. 2023**

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,


Serge JACOB